

# **Séminaire Territoires et Informalité en Ville**

**19 novembre 2012**

## **Hélène Balan**

Doctorante en Géographie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense

### **« Les petites activités de rue à Paris : de l'éviction à la revendication d'une place pour les biffins »**

#### *Compte-rendu*

La présentation a commencé par une mise en perspective historique des petites activités de rue à Paris. Hélène Balan s'est appuyée sur les travaux de Manuel Charpy (2011). Ce dernier analyse les mutations des commerces de rue en lien avec l'évolution de la pensée urbaine au 19<sup>e</sup> siècle. Dans un double souci esthétique et gestionnaire, les petites activités marchandes populaires vont progressivement disparaître, accompagnant un mouvement de séparation plus stricte entre espaces publics et espaces privés. On peut toutefois rappeler qu'au regard de certaines autorités (la préfecture de police par exemple), ces activités commerciales permettaient une relative régulation sociale en représentant le dernier recours avant la mendicité (Charpy, 2011 : 25). Les marchands sécurisaient aussi la rue par leur présence en même temps qu'ils en connaissaient le moindre mouvement (op. cit., p. 27). Il n'en demeure pas moins que ces commerces ont disparu progressivement des rues de Paris, l'étalement urbain et le départ des catégories populaires en périphérie au XX<sup>e</sup> siècle achevant de modifier les pratiques et usages du centre-ville de Paris.

Cependant, avec la crise économique des années 1980, l'activité de vente dans la rue semble réactivée. La figure du chiffonnier (le biffin) réapparaît dans les discours et rapports de diverses associations, tel ATD-Quart Monde (Découflé, 1983).

Les travaux d'Hélène Balan se penchent sur les conflits actuels autour de l'occupation de l'espace public à Paris. Dans la lignée des recherches de Virginie Milliot sur la mobilisation des biffins de la Porte de Montmartre, qui en 2006 ont constitué l'association "Sauve qui peut (les biffins)", Hélène Balan s'est intéressée à la formation - puis la décomposition - d'un collectif de soutien aux biffins à Belleville, en 2010-2011, tandis que la création d'une branche "Paris Est" au sein de l'association "Sauve qui peut" tentait de mobiliser les biffins de l'Est parisien.

Ces recherches montrent les conflits entre acteurs : partis politiques (PS, Verts notamment), associations (de biffins, de riverains...), mouvements militants libertaires, particuliers... au sein d'une forme non institutionnalisée, le collectif de soutien. Ces conflits mobilisent des registres divers, comme le cadre de vie, l'aide sociale ou la défense du recyclage. Des lignes de tension se créent sur fond d'oppositions politiques, y compris au sein du monde associatif, entre associations en délégation de service public et mouvements militants (par exemple, Alternative Libertaire) qui s'interrogent sur la portée de leur démarche critique en termes d'avancées concrètes. On a pu se demander dans quelle mesure le débat politique avait pu se développer en lien avec la mise en place de dispositifs participatifs (conseils de quartier) ou par le biais d'élus municipaux représentant des partis politiques.

Dans un contexte de gentrification, on peut aussi s'intéresser à l'occupation de la rue comme forme de résistance à l'objectif de faire de Paris une ville-vitrine. Certains quartiers sont-ils « laissés » aux

activités populaires dans le but de les contenir à des périmètres précis, au profit des espaces muséifiés ?

La discussion a également porté sur l'émergence ou non d'une politique publique à l'égard des petites activités de rue. La vente dans la rue, perçue par la municipalité comme une activité résiduelle, relève prioritairement du domaine de l'action sociale aux yeux des acteurs institutionnels, quand elle n'appelle pas la répression. Cette situation autorise une tolérance limitée, sans reconnaissance légale de l'activité ni de tous les marchands (avec la création du « carré des biffins » Porte Montmartre par exemple géré par une charte et où se louent au jour le jour et au cas par cas les places vacantes des titulaires). On voit bien comment des usages illégaux font l'objet d'une acceptation informelle et précaire, née d'une mobilisation qui a engendré des négociations partielles.

Le lien avec les recherches dans les pays du Sud a également été évoqué afin de savoir dans quelle mesure les travaux sur l'informel au Nord et au Sud s'étaient ou non influencés.

## **Bibliographie**

Charpy M., 2011, « L'apprentissage du vide. Commerces populaires et espace public à Paris dans la première moitié du XIXe siècle », *Espaces et Sociétés*, 144-145, n°1-2, pp. 15-35

Découflé A.-C., 1983, « Sous-prolétariat et monde du travail », *Travail et Emploi*, 16, 4, pp. 59-65.

Milliot V. (dir.), Tastevin Y.P., 2010, « Les archipels de la Goutte d'Or. Analyse anthropologique d'une métropolisation par le bas », Programme de recherche « Culture et territoires en Ile-de-France », 154 p.

## **Travaux d'Hélène Balan**

### *Publications :*

A paraître : "Associations d'action sociale et gouvernance du quart-monde à Paris : le cas des marchés à la sauvette", in De Rozario P., Douard O., Rouxel-Reynier S., *L'action collective au croisement du social et du politique. Actes des 3e journées de la recherche sociale, Volume 1 - Histoires et Pratiques*, Paris, L'Harmattan, 345 p.

### *Communications :*

"Les mouvements de soutien aux biffins des marchés à la sauvette de l'Est parisien : des lieux de négociation de la domination ?", intervention au colloque *Espace et rapports sociaux de domination : chantiers de recherche*, Marne-la-Vallée, 20 septembre 2012.

"Le rôle des associations "professionnelles" dans la gouvernance de territoires du quart-monde en centralité métropolitaine : l'exemple des marchés "de la misère" à Paris", intervention aux 3e journées de la recherche sociale du CNAM *L'action collective : au croisement du social et du politique*, Paris, 16 mars 2012.